AJ Pénal - mensuel - septembre 2024 - pages 417 à 480 - n° 9

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL

Dossier

423 VIEILLISSEMENT ET DROIT PÉNAL

437 Loi du 22 avril 2024 : un pas vers l'assistance effective de l'avocat en garde à vue
Carole-Anne Vaz-Fernandez

447 Détention provisoire : Panorama de jurisprudence 2023 – juillet 2024
Clément Margaine

455 Fin du droit à l'auto-copie pour les avocats
Pierre de Combles de Nayves

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Version numérique incluse*

9 782996 724092 ref : 672409

AJ Pénal
Actualité Juridique Pénal

Retrouvez l'AJ Pénal sur X (ex-Twitter) @PenalDalloz

417 Éditorial

Pour quelques jours de moins
par Maud Léna

420 Au fil du mois

Loi Justice : entrée en vigueur de nombreuses dispositions de procédure pénale le 30 septembre
par Maud Léna 420

Billet littéraire
Lou Berney, *November Road*, Harper Collins, 2019
par Jean-Baptiste Thierry 421

423 Dossier Fin de vie et droit pénal

Pour un droit pénal de la fin de vie clair et intelligible
par Patrick Mistretta 424

EHPAD et droit pénal
par Bruno Py 427

Le vieillissement en détention : un défi croissant
par Annie Kensey 432

437 Pratiques

Loi du 22 avril 2024 : un pas vers l'assistance effective de l'avocat en garde à vue
par Carole-Anne Vaz-Fernandez 437

Loi du 24 juin 2024 relative aux saisies et confiscations : la logique comptable plutôt que la logique juridique
par Matthieu Hy 440

Le contrôle coercitif : intérêts d'une notion, limites de l'incrimination
par Pierre-Guillaume Prigent et Gwénola Sueur 444

Détention provisoire : Panorama de jurisprudence 2023 – juillet 2024
par Clément Margaine 447

*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.
Retrouvez également vos revues en version feuilletable sur Dalloz-Revues.fr.

382 Jurisprudence

CE 24 JUILLET 2024, N° 464641
Fin du droit à l'auto-copie pour les avocats
par Pierre de Combles de Nayves 455

COUR D'ASSISES DE PARIS, 5E SECTION 24 MAI 2024, N° 23/0073
Après la compétence universelle, les immunités ?
Le droit français des crimes internationaux à l'épreuve du dossier syrien
par Kevin Mariat 458

Pénal général

RESPONSABILITÉ DE LA PERSONNE MORALE
Responsabilité pénale de la société absorbante du fait de la société absorbée : extension aux SARL !
Crim. 22 mai 2024, nº 23-83.180
par Marie-Christine Sordino 462

Infractions

CRIME CONTRE L'HUMANITÉ
CPI : condamnation d'un ancien chef de la police islamique de Tombouctou
CPI 26 juin 2024, nº ICC-01/12-01/18
par Ghislain Poissonnier 464

TRANSPORT MARITIME
De quelques précisions en cas d'abordage !
Crim. 4 juin 2024, nº 22-87.171
par Céline Chassang 465

Procédure pénale

ACTE DE GOUVERNEMENT
Salon Eurosatory : une consécration des actes de gouvernement au détriment des engagements internationaux français ?
Paris 18 juin 2024, nº 24/10503
par Emmanuel Daoud et Justine Vinet 468

ENQUÊTE DOUANIÈRE
Mal nommer les choses : la surveillance douanière
Crim. 13 déc. 2023, nº 23-83.893
par Jean-Baptiste Thierry 470

GARDE À VUE
Conséquences des irrégularités relatives au droit de faire prévenir un tiers
Crim. 26 juin 2024, nº 23-84.154
par Rodolphe Mesa 471

INCIDENTS CONTENTIEUX
Des incidents loin d'être clos ?
Crim. 12 juin 2024, nos 23-82.728 et 24-81.175
par Karine Bourdié et Romain Boulet 473

SAISIES ET CONFISCATIONS
Obligation constitutionnelle d'aviser le curateur ou le tuteur de la saisie immobilière
Cons. const. 10 juill. 2024, nº 2024-1100 QPC
par Florian Engel 474

TECHNIQUES SPÉCIALES D'ENQUÊTE
Un contrôle nécessairement différé du JLD
Crim. 18 juin 2024, nº 23-86.289
par David Pamart 476

Peine et exécution des peines

DROITS DE LA DÉFENSE
Le droit des personnes détenues de communiquer librement avec leurs avocats implique un droit de visite
CE 14 juin 2024, nº 477671
par Stéphanie Renard et Éric Péchillon 478

RÉDUCTION DE PEINE
Au milieu du gué
Crim. 26 juin 2024, nº 23-87.131
par Étienne Noël 479

Note à l'attention des auteurs

Les contributions proposées à l'AJ pénal sont adressées par courrier électronique (m.lena@lefebvre-dalloz.fr). Les articles des dossiers et pratiques comprennent environ 20 000 signes, espaces et notes comprises et les notes de jurisprudence n'excèdent pas 8 000 signes. Une réponse est apportée aux auteurs le plus rapidement possible, après avis du comité scientifique.